

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2164

21 juillet 2016

SOMMAIRE

3 Si Re Holding S.A.	103870	Athamor	103830
AASA LuxCo S.à r.l.	103831	Atlantis Real Estate S.à r.l.	103830
Adagio (Luxembourg) Sàrl	103828	Aurio SICAV-FIS	103830
Advent Coral S.à r.l.	103832	Avaalux Partners SC	103831
Advisers & Consulting S. à r.l.	103831	bayer & hahn S.à r.l.	103826
AEW Value Investors Asia II GP (Feeder) Partners S.à r.l.	103832	Cabellera S.A.	103827
Africa Telecom Towers S.C.S.	103832	CDS Holdco V S.à r.l.	103861
Agilent Technologies Luxembourg Holding S.à r.l.	103829	Cegu S.A.	103832
AI Avocado (Luxembourg) S.à r.l.	103829	Celeritas Capital	103833
Aicy International S.A.	103833	CEREP III Investment D S.à r.l.	103834
Aida Wedo S.à r.l.	103829	Cityliving S.à r.l.	103834
AI Avocado & Cy S.C.A.	103833	Cross Ocean EUR ESS II Holdco S.à r.l.	103865
Ælfel S.A.	103828	Cross Ocean EUR ESS II S.à r.l.	103868
Alioth S.A.	103833	Digital Services LVII (GP) S.à r.l.	103835
ALTAZOR So.par.fi. S.A.	103833	Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung	103855
Alto International	103829	Granite Holding 2 S.à r.l.	103826
Amel Invest S.A.	103834	Greeneden Topco S.C.A.	103845
Amell International Lux S.à r.l.	103830	iHOME S. à r.l.	103827
AmTrust Captive Solutions Limited	103828	Luxembourg Vertigo Naos Building	103828
Analytical Bioventures S.C.A.	103831	Malabar Management S.A.	103826
Anavim	103834	navAXX S.A.	103827
Ant S.A.	103834	obolux S.à r.l.	103827
A.P.V. S.A.	103828	TNN Capital S.A.	103871
Arode Luxembourg S.à r.l.	103829	Unima S.A.	103826
		Varenes Investissement S.A.	103872

Malabar Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 151.545.

—

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016109545/10.

(160081508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

Granite Holding 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 205.991.

—

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 6 mai 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de nommer Jorrit Cromptvoets, né le 16 mai 1976 à Voorst, les Pays-Bas, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B, du Conseil de Gérance avec effet au 6 mai 2016 et pour une durée illimitée;

- de nommer Jan Willem Overheul, né le 4 janvier 1982 à Neerijan, les Pays-Bas, demeurant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346, Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B, du Conseil de Gérance avec effet au 6 mai 2016 et pour une durée illimitée;

- de nommer Gary May en tant que gérant de catégorie A, du Conseil de Gérance avec effet au 6 mai 2016 et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 6 mai 2016.

Référence de publication: 2016109353/19.

(160081454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

bayer & hahn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6976 Oberanven, 1, rue du Coin.

R.C.S. Luxembourg B 111.485.

—

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109870/9.

(160083288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Unima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 66.609.

—

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 11 avril 2016

1. Le siège social de la société est transféré du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle de Monsieur Philippe PONSARD, administrateur, est également modifiée comme suit avec effet au 18 avril 2016:

- Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016109793/16.

(160082482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

iHOME S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8705 Useldange, 29A, Réndelwee.

R.C.S. Luxembourg B 132.296.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109872/9.

(160082637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

navAXX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 161.049.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung vom 03. Mai 2016

Die Generalversammlung wählt folgenden Verwaltungsrat bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung in 2017 und bestellt folgenden Wirtschaftsprüfer für das Geschäftsjahr vom 01. Januar 2016 bis 31. Dezember 2016:

Verwaltungsrat

Thomas AMEND, Vorsitzender Verwaltungsrat

(beruflicher Sitz in L-6776 GREVENMACHER, 15, rue de Flaxweiler)

Thomas SPINNER, Geschäftsführender Verwaltungsrat

(beruflicher Sitz in L-6776 GREVENMACHER, 15, rue de Flaxweiler)

Joachim HENNEN, Geschäftsführender Verwaltungsrat

(beruflicher Sitz in L-6776 GREVENMACHER, 15, rue de Flaxweiler)

Wirtschaftsprüfer

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative

Luxembourg, den 3. Mai 2016.

Référence de publication: 2016109873/20.

(160082926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

obolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauthegaass.

R.C.S. Luxembourg B 126.100.

Der Jahresabschluss auf den 31.12.2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109874/9.

(160083044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Cabellera S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 94.185.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 2 mars 2016 a décidé de nommer administrateur de la société

Madame Anne Marie Lutz, comptable, 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg en remplacement de M. Alain Schreurs.

Madame Lutz terminera le mandat de son prédécesseur qui s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

CABELLERA S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2016112366/16.

(160085364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Ælfel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5540 Remich, 41, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 157.873.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AELFEL S.A

Référence de publication: 2016109875/10.

(160082496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

A.P.V. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 163, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 65.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour A.P.V. S.A.

Référence de publication: 2016109877/10.

(160082553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Adagio (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 135.926.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109879/9.

(160083177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

AmTrust Captive Solutions Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Leon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 31.679.

Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Am Trust Captive Solutions Limited

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016109894/11.

(160082981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Luxembourg Vertigo Naos Building, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 116.671.

RECTIFICATIF

Cette version remplace l'avis numéro L160081338 déposé en date du 13 mai 2016.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 12 avril 2016

La société coopérative KPMG Luxembourg n'a pas été renouvelée dans son mandat de réviseur d'entreprises agréé.
Luxembourg, le 17 mai 2016.

Pour avis sincère et conforme

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2016109880/14.

(160082569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Agilent Technologies Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 180.866.

Le bilan et l'affectation du résultat au 31 Octobre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Mai 2016.

Agilent Technologies Luxembourg Holding S.à r.l.

S. Rimlinger

Gérant B

Référence de publication: 2016109881/14.

(160082325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Aida Wedo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 7, rue des trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 166.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 de la société Aida Wedo S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 13 mai 2016.

Pour Aida Wedo S.à r.l.

Référence de publication: 2016109882/12.

(160082546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Alto International, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 175.654.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109884/9.

(160083105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Arode Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 183.247.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109896/9.

(160082700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

AI Avocado (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 181.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016109912/10.

(160083075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Amell International Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 79.870.

Décision du gérant en date du 29 avril 2016

Le gérant d'AMELL International Lux S.à r.l. décide de transférer le siège social de la société du 2 rue Marie Curie, L-8049 Strassen au 204 route d'Arlon, L-8010 Strassen et ce à compter du 2 mai 2016.

Strassen, le 29 avril 2016.

Pour la société

Référence de publication: 2016109893/13.

(160082761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Atlantis Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2153 Luxembourg, 36A, rue Antoine Meyer.

R.C.S. Luxembourg B 177.500.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016109901/10.

(160082889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Aurio SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 136.482.

Personne chargée du contrôle des comptes

Il convient de noter que le siège social de la personne chargée du contrôle des comptes, la société Pricewaterhouse-Coopers, a été transféré, du 400 route d'Esch, L-1014 Luxembourg, au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aurio SICAV-FIS

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2016109902/14.

(160082676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Athantor, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1474 Luxembourg, 3A, Sentier de l'Espérance.

R.C.S. Luxembourg B 199.259.

*Extrait de la résolution unique prise par le Gérant Unique en date du 18 Décembre 2015**Résolution unique*

Le Gérant Unique décide de transférer le siège social de la Société Athantor Sàrl établi actuellement au 17 Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg au 3A Sentier de l'Espérance, L-1474, Luxembourg avec effet au 15 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 Décembre 2015.

Hance Law Avocats

Olivier Hance

Le domiciliataire / Avocat à la Cour

Référence de publication: 2016109936/17.

(160083305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Advisers & Consulting S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 150.379.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016109909/10.

(160083164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Avaalux Partners SC, Société Civile.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg E 4.904.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social de la Société en date du 12 mai 2016

1. L'Assemblée décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.
2. L'assemblée désigne comme liquidateur Madame Nicole Stettler, née le 25 février 1969 à Reinach BL (Suisse), résidant à Louislei 56, B-2930 Brasschaat. Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus pour procéder à la liquidation.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Avaalux Partners S.C.

Un mandataire

Référence de publication: 2016109903/15.

(160082912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Analytical Bioventures S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 89.265.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2016109920/10.

(160082798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

AASA LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.400,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 197.244.

Par résolutions prises en date du 29 avril 2016, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Laurent Ricci, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat;
2. Acceptation de la démission de Frédéric Salvadore, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat;
3. Nomination de Mikk Läänemets, avec adresse professionnelle au 2, Laeva, AS Aasa Global, 10111 Tallinn, Estonie au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
4. Nomination d'Elsi Meliina Rätty, avec adresse professionnelle au 2, Laeva, AS Aasa Global, 10111 Tallinn, Estonie au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016109904/19.

(160083068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Advent Coral S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 32, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 128.831.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de la Société en date du 17 mai 2016:

- D'accepter la démission de Monsieur François BOURGON avec effet immédiat; et
- De nommer en tant que gérant de la Société; Monsieur Philippe CHAN, né le 15 novembre 1974 à Candon, Ile Maurice, résidant professionnellement au 2-4 rue Beck, L-1222 Luxembourg, et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016109908/15.

(160083005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

AEW Value Investors Asia II GP (Feeder) Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 179.664.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 10 mars 2016.

Pour statuts coordonnés
Maître Jacques KESSELER
Notaire

Référence de publication: 2016109910/13.

(160083184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Cegu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 94.129.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 19 avril 2016 à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats de MM. Dirk EELBODE, Koen LOZIE et JALYNE S.A. représentée par M. Jacques BONNIER, Administrateurs ainsi que de M. Pierre SCHILL, Commissaire aux Comptes pour une période qui viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels au 31.12.2016.

Pour copie certifiée conforme

- / JALYNE S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2016112387/17.

(160085878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Africa Telecom Towers S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 5, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 191.436.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016109911/9.

(160083151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Al Avocado & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 181.510.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 mai 2016.
Référence de publication: 2016109913/10.
(160083076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Aicy International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 37, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 68.660.

—
Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016109914/9.
(160082290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Alioth S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 173.246.

—
Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ALIOTH S.A.
Référence de publication: 2016109916/10.
(160082703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Celeritas Capital, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 188.729.

—
Extrait des résolutions des associés de la société prises en date du 11 avril 2016

Première résolution

Le Conseil de Gérance décide de transférer le siège social de la société au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Deuxième résolution

Le Conseil de gérance accepte la nomination de Mr Paul Chambers, né le 1^{er} mars 1966, résidant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, au poste de gérant de la société.

La Société

Référence de publication: 2016112338/15.
(160085936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

ALTAZOR So.par.fi. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 164.809.

—
Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016109918/10.
(160083733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Amel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 138.381.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016109919/9.
(160082442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Anavim, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 161.679.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 mai 2016.
Référence de publication: 2016109921/10.
(160082346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Ant S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 25, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 157.148.

—
Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016109922/9.
(160082277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

CEREP III Investment D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 136.033.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation volontaire de la société CEREP III Investment D S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Jacques Castel en date du 12 février 2016, a été clôturée par résolutions prises en date du 10 mai 2016.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la Société au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 mai 2016.

Référence de publication: 2016112392/15.

(160085742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cityliving S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 161.413.

—
Le dépôt rectificatif des comptes annuels au 30 juin 2015 déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 25 février 2016, sous la référence L160034695 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mai 2016.

Référence de publication: 2016112349/11.

(160085576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Digital Services LVII (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 206.107.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the tenth day of May,

Before us Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Digital Services LVII S.à r.l., a limited liability corporation (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with its statutory seat in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés), having its business address at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

here represented by Mrs Magdalena Staniczek, employee, professionally residing in Senningerberg, by virtue of a proxy.

Said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Digital Services LVII (GP) S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may also act as a partner with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are

validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2016.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Digital Services LVII S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:
 - Mr Christian Senitz, born in Aschersleben, Germany, on 27 January 1978, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

The following person is appointed as class B manager of the Company for an unlimited duration:

- Mr Julien De Mayer, born in Etterbeek, Belgium on 9 April 1982, professionally residing at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Any one manager of the Company, regardless of his category, and Magdalena Staniczek, is authorized to sign solely, on behalf of the sole shareholder, the shareholders register of the Company that will be created upon incorporation of the Company.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsechszehn, am zehnten Mai.

Vor uns, Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Digital Services LVII S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, noch nicht eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés), mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg

hier vertreten durch Frau Magdalena Staniczek, Angestellte, geschäftsansässig in Senningerberg, gemäß einer Vollmacht.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigefügt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Digital Services LVII (GP) S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Artikel

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann auch als Gesellschafterin für die Schulden und Verpflichtungen jeglicher luxemburgischen und ausländischen Gesellschaft mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung handeln.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine

Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter.

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der

Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer / Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gül-

tigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2016.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden durch Digital Services LVII S.à r.l., vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage von in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 1.500,- geschätzt.

Beschlüsse des alleingeschafters

Der Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:
- Herr Christian Senitz, geboren am 27. Januar 1978 in Aschersleben, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Kategorie B Geschäftsführer bestellt:

- Herr Julien De Mayer, geboren am 9 April 1982 in Etterbeek, Belgien, geschäftsansässig in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

3. Jeder einzelne der Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, und Magdalena Staniczek, ist ermächtigt, das Anteilhaberregister, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft erstellt wird, allein im Namen und für Rechnung des alleinigen Gesellschafters zu unterzeichnen.

Worüber diese notarielle Urkunde, in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. STANICZEK, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 11 mai 2016. Relation: ILAC/2016/15365. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. Mai 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016110075/576.

(160082958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Greeneden Topco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 164.178.

In the year two thousand sixteen, on the sixth day of May,

Before the undersigned Maître Carlo WERSANDT, notary, residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,
is held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "General Meeting") of Greeneden Topco S.C.A., a Luxembourg corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), having its registered office at 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 164.178 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) dated 6 October 2011, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2994, page 143688 on 7 December 2011. The Articles have been amended for the last time on 5 January 2016 pursuant to a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary, residing at Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1030, page 49434 on 7 April 2016.

The General Meeting is opened at 1.00 p.m. by Mrs. Mrs. Carmen GEORGES, employee, with professional address at Luxembourg, as chairman of the General Meeting (the "President"), in the chair.

The President appoints as secretary Mr. Daniel PIANON, lawyer, with professional address at Luxembourg.

The General Meeting appoints as scrutineer Mr. Julien DEMELIERMOERENHOUT, lawyer, with professional address at Luxembourg

The office of the General Meeting having thus been constituted, the President declared and requested the notary to state:

I. That the General Meeting is convened in accordance with article 70 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time (the "LCA") with the following points on the agenda:

Agenda

1. Amendment to article 5.3.5 of the articles of the Company (the "Articles") to amend the provisions related to the authorised capital period, which shall now read as follow:

" **5.3.5.** The authorization will expire on the fifth anniversary of the date of publication in the Luxembourg official gazette of the minutes of the general meeting held on 6 May 2016 and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that the Manager can proceed to an increase of share capital or issue of the above mentioned instruments as of date of the shareholder's meeting adopting this clause, i.e. 6 May 2016."

In relation to the renewal of the authorised capital period in the Articles, acknowledgment and approval of the special report of the Manager foreseen by Article 32-3 (5) of the law of 10 August 1915 on commercial law, as amended, on the authorisation to be given to the Manager by the shareholders to limit or cancel the preferential rights to subscription of the existing shareholders with respect to the future increases of the subscribed share capital of the Company, within the framework of the authorised capital clause.

2. Amendment to article 5.10 of the Articles to amend the provisions related to the repurchase rights on the unvested hurdle shares, which shall now read as follows:

" **5.10. Leaver provisions.**

5.10.1 Upon any termination of employment of an Executive, the Company shall have a call right with respect to all (but not less than all) of the Capital Shares and Hurdle Shares held by the MIV associated with any Capital Share Tracking Interests and Hurdle Share Tracking Interests held by such Executive. The Company's call right may be exercised within the six month period following such termination of employment. The call price shall be payable in a single cash lump sum. The call price with respect to Capital Shares and vested Hurdle Shares will equal FMV as of the date of the Executive's termination of employment, provided that (i) in the case of a Bad Leaver, the call price will be the lesser of FMV as of the date of the Executive's termination of employment and the original purchase price paid by the Executive for the applicable securities and (ii) in the case of a Good Leaver within 1 year following the Closing, the call price will be the greater of FMV as of the date of the Executive's termination of employment and the original purchase price paid by the Executive for the applicable securities. For Bad Leavers, the call price with respect to unvested Hurdle Shares will equal the lesser of FMV as of the date of the Executive's termination of employment and the original purchase price paid by the Executive for the unvested Hurdle Shares; for Good Leavers, the call price with respect to unvested Hurdle Shares will equal the original purchase price paid by the Executive for such Hurdle Shares.

5.10.2 In addition to the call rights provided in article 5.10.1, to the extent any Hurdle Share is subject to performance vesting conditions (based on revenue, EBITDA, return on capital or other metrics as agreed between the Company and the Hurdle Share holder) under the joinder or other agreement between the Company and the relevant Executive pursuant to which such Hurdle Share has been issued, the Company shall have a call right with respect to any such Hurdle Share that has been determined pursuant to the terms of such agreement to be no longer eligible to become vested. The call price with respect to any such unvested Hurdle Share shall be the original purchase price paid by the Executive for the unvested Hurdle Shares.

5.10.3 If the payment by the Company or the MIV in connection with the exercise of a call right is prohibited by the terms of the Company or any subsidiary's credit facility, such payment shall be deferred until such time as it is permitted under such credit facility.

5.10.4 Upon the Company's exercise of a call right pursuant to article 5.10.1, any Executive resident in California shall enter into an agreement prohibiting the Executive from directly or indirectly engaging in any business activity that is competitive with the Group for the 2 year period following the closing of such call.

5.10.5 To the extent MIV receives proceeds from the Company's exercise of any call right pursuant to article 5.10.1 or 5.10.2, it will distribute them to the Executive who holds the relevant Tracking Interests as promptly as practicable in exchange for such Tracking Interests.

5.10.6 The substitution process of article 5.9 is also applicable to this article 5.10"

3. Amendment to article 26.2.2 of the Articles to amend the provisions related to, amongst others, the maximum number of authorized hurdle shares, changes highlighted in italics, which shall be read as follows:

" **26.2.2.** The Remaining Amount shall be allocated:

(a) To the holders of the highest-numbered class of Special Shares that remains outstanding (if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares) proportionally to the number of Special Shares held by the holders within that class (and if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares), until the holders

of Special Shares (and if there are no more Special Shares outstanding the holders of Ordinary Shares) have received Aggregate Distributions equal to the Hurdle Amount.

(b) To the holders of the highest-numbered class of Special Shares that remains outstanding (if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares) proportionally to the number of Special Shares held by the holders within that class (and if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares), until the holders of Special Shares (and if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares) have received Aggregate Distributions under this paragraph (b) equal to one-ninth (1/9) of the Initial Amount.

(c) To the holders of the Hurdle Shares, proportionally to the number of Hurdle Shares, until the holders of Hurdle Shares have received Aggregate Distributions under this paragraph (c) equal to the Hurdle Purchase Price.

(d) The remainder, on a pari passu basis as follows: (i) to holders of Hurdle Shares, an amount equal to 11.7% of the amount to be distributed under this subparagraph (d) times the Allocated Hurdle Percentage, proportionally to the number of Hurdle Shares, and (ii) the balance to the holders of the highest-numbered class of Special Shares that remains outstanding proportionally to the number of Special Shares held by the holders within that class (and if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares).

Notwithstanding the foregoing clause (d), the distributions payable with respect to a Hurdle Share shall be reduced to the extent the Hurdle Value with respect to such Hurdle Share exceeds one-ninth (1/9) of the Initial Amount. For the avoidance of doubt, the Hurdle Value of the Hurdle Shares issued on or about June 15, 2012, shall equal one-ninth (1/9) of the Initial Amount such that no reduction shall be made with respect to those Hurdle Shares pursuant to the preceding sentence.

Furthermore, for purposes of the foregoing, if additional Unlimited Shares, Special Shares and/or Ordinary Shares that constitute a separate Share Group are purchased by members of Management after January 31, 2013, then (1) each Share Group shall be deemed to be subject to a separate distribution waterfall with terms described in this article 26.2.2 mutatis mutandis, (2) the Remaining Amount shall be initially apportioned among each Share Group pro rata in accordance with the number of Shares in such Share Group and then distributed pursuant to the distribution waterfall attributable to such Share Group, and (3) the portion of the Hurdle Purchase Price attributable to each Share Group shall be proportionate to the number of Shares in such Share Group. For the avoidance of doubt, Hurdle Shares shall be entitled to share in the waterfall attributable to each Share Group, subject to there being proceeds that exceed the Hurdle Value applicable to such Hurdle Shares with respect to each such Share Group.

For the purpose of this article 26.2.2:

"Aggregate Distributions" shall be an amount equal to the aggregate proceeds (whether distributions, redemption, repurchase or cancellation proceeds or otherwise (other than as annual fixed dividends described in article 26.2.1)), during the current year and/or during any preceding year.

"Allocated Hurdle Percentage" shall mean a percentage calculated by dividing, (a) the number of issued and outstanding Hurdle Shares by (b) 13,000, the maximum number of authorized Hurdle Shares.

"Determination Date" shall mean (i) any Valuation Date or (ii) any date on which there is a redemption of a class of Special Shares from all of the outstanding holders thereof.

"Determination Period" shall mean the period beginning on any Determination Date and ending on (and including) the date immediately prior to the subsequent Determination Date.

"Hurdle Amount" shall be an amount equal to the Initial Amount plus an internal rate return of 12.5% on the Initial Amount.

"Hurdle Purchase Price" shall be an amount equal to (i) the aggregate amount paid to subscribe for the Hurdle Shares plus (ii) amounts expended by the MIV that were funded by contributions to the MIV from the Executives.

"Hurdle Value" shall mean with respect to a Hurdle Share, an amount equal to the greater of (i) the fair market value of the share capital of the Company on the day such Hurdle Share is issued, as reasonably determined by the Manager based on fair market value principles, less the Hurdle Amount calculated on such date and (ii) one-ninth (1/9) of the Initial Amount.

"Initial Amount" shall be an amount equal to (i) in the case of the Share Group consisting of Unlimited Shares, Special Shares and Ordinary Shares issued prior to January 31, 2013, USD 777,631,484 and (ii) in the case of each other Share Group, 90 percent of the nominal value and related share premium associated with the Unlimited Shares, Special Shares and Ordinary Shares constituting such Share Group.

"Share Group" shall mean all Unlimited Shares, Special Shares and Ordinary Shares issued during the same Determination Period and, for the avoidance of doubt, shall not include any Hurdle Shares.

"Valuation Date" shall mean (i) January 31, 2012 and (ii) each date on or after January 31, 2013 with respect to which the Company has determined its fair market value for purposes hereof."

4. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented and the number of shares held by them are indicated on the attendance list (together the "Appearing Shareholders"). This list and the proxies, after having been signed by the members of the office and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

III. That it appears from the attendance list that the Appearing Shareholders holding one hundred (100) unlimited shares, eight thousand two hundred thirty-seven (8,237) hurdle shares, three million two hundred ninety-five thousand three hun-

dred ninety-six (3,295,396) ordinary shares, eight hundred twenty-three thousand eight hundred fifty (823,850) class A1 shares, eight hundred twenty-three thousand eight hundred fifty (823,850) class A2 shares, eight hundred twenty-three thousand eight hundred fifty (823,850) class A3 shares, eight hundred twenty-three thousand eight hundred fifty (823,850) class A4 shares, eight hundred twenty-three thousand eight hundred fifty (823,850) class A5 shares, eight hundred twenty-three thousand eight hundred fifty (823,850) class A6 shares and eight hundred twenty-three thousand eight hundred fifty (823,850) class A7 shares, representing eighty-one point thirty-two percent (81.32%) of the share capital of the Company are present at the General Meeting or represented at the General Meeting by proxies. All the Appearing Shareholders have declared that they have been sufficiently informed of the agenda of the General Meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities. The General Meeting is therefore properly constituted and can validly consider all items of the agenda.

The President informs the General Meeting that quorum requirements with respect to all the points of the agenda are met and the General Meeting is validly constituted and can validly deliberate on the items of the agenda.

Thereupon the General Meeting, after deliberation, took the following resolutions:

First resolution

The General Meeting resolves to amend article 5.3.5 of the Articles as set forth in point 1 of the agenda. Furthermore, the General Meeting resolves to acknowledge and approve the special report of the Manager foreseen by Article 32-3 (5) of the LCA. Following such amendment, article 5.3.5 of the Articles shall now read as follows:

" **5.3.5.** The authorization will expire on the fifth anniversary of the date of publication in the Luxembourg official gazette of the minutes of the general meeting held on 6 May 2016 and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that the Manager can proceed to an increase of share capital or issue of the above mentioned instruments as of date of the shareholder's meeting adopting this clause, i.e. 6 May 2016."

Second resolution

The General Meeting resolves to amend article 5.10 of the Articles as set forth in point 2 of the agenda, which shall now read as follows:

" **5.10. Leaver provisions.**

5.10.1 Upon any termination of employment of an Executive, the Company shall have a call right with respect to all (but not less than all) of the Capital Shares and Hurdle Shares held by the MIV associated with any Capital Share Tracking Interests and Hurdle Share Tracking Interests held by such Executive. The Company's call right may be exercised within the six month period following such termination of employment. The call price shall be payable in a single cash lump sum. The call price with respect to Capital Shares and vested Hurdle Shares will equal FMV as of the date of the Executive's termination of employment, provided that (i) in the case of a Bad Leaver, the call price will be the lesser of FMV as of the date of the Executive's termination of employment and the original purchase price paid by the Executive for the applicable securities and (ii) in the case of a Good Leaver within 1 year following the Closing, the call price will be the greater of FMV as of the date of the Executive's termination of employment and the original purchase price paid by the Executive for the applicable securities. For Bad Leavers, the call price with respect to unvested Hurdle Shares will equal the lesser of FMV as of the date of the Executive's termination of employment and the original purchase price paid by the Executive for the unvested Hurdle Shares; for Good Leavers, the call price with respect to unvested Hurdle Shares will equal the original purchase price paid by the Executive for such Hurdle Shares.

5.10.2 In addition to the call rights provided in article 5.10.1, to the extent any Hurdle Share is subject to performance vesting conditions (based on revenue, EBITDA, return on capital or other metrics as agreed between the Company and the Hurdle Share holder) under the joinder or other agreement between the Company and the relevant Executive pursuant to which such Hurdle Share has been issued, the Company shall have a call right with respect to any such Hurdle Share that has been determined pursuant to the terms of such agreement to be no longer eligible to become vested. The call price with respect to any such unvested Hurdle Share shall be the original purchase price paid by the Executive for the unvested Hurdle Shares.

5.10.3 If the payment by the Company or the MIV in connection with the exercise of a call right is prohibited by the terms of the Company or any subsidiary's credit facility, such payment shall be deferred until such time as it is permitted under such credit facility.

5.10.4 Upon the Company's exercise of a call right pursuant to article 5.10.1, any Executive resident in California shall enter into an agreement prohibiting the Executive from directly or indirectly engaging in any business activity that is competitive with the Group for the 2 year period following the closing of such call.

5.10.5 To the extent MIV receives proceeds from the Company's exercise of any call right pursuant to article 5.10.1 or 5.10.2, it will distribute them to the Executive who holds the relevant Tracking Interests as promptly as practicable in exchange for such Tracking Interests.

5.10.6 The substitution process of article 5.9 is also applicable to this article 5.10"

Third resolution

The General Meeting resolves to amend article 26.2.2 of the Articles as set forth in point 3 of the agenda, which shall now read as follows:

" **26.2.2.** The Remaining Amount shall be allocated:

(a) To the holders of the highest-numbered class of Special Shares that remains outstanding (if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares) proportionally to the number of Special Shares held by the holders within that class (and if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares), until the holders of Special Shares (and if there are no more Special Shares outstanding the holders of Ordinary Shares) have received Aggregate Distributions equal to the Hurdle Amount.

(b) To the holders of the highest-numbered class of Special Shares that remains outstanding (if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares) proportionally to the number of Special Shares held by the holders within that class (and if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares), until the holders of Special Shares (and if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares) have received Aggregate Distributions under this paragraph (b) equal to one-ninth (1/9) of the Initial Amount.

(c) To the holders of the Hurdle Shares, proportionally to the number of Hurdle Shares, until the holders of Hurdle Shares have received Aggregate Distributions under this paragraph (c) equal to the Hurdle Purchase Price.

(d) The remainder, on a pari passu basis as follows: (i) to holders of Hurdle Shares, an amount equal to 11.7% of the amount to be distributed under this subparagraph (d) times the Allocated Hurdle Percentage, proportionally to the number of Hurdle Shares, and (ii) the balance to the holders of the highest-numbered class of Special Shares that remains outstanding proportionally to the number of Special Shares held by the holders within that class (and if there are no more Special Shares outstanding to the holders of Ordinary Shares).

Notwithstanding the foregoing clause (d), the distributions payable with respect to a Hurdle Share shall be reduced to the extent the Hurdle Value with respect to such Hurdle Share exceeds one-ninth (1/9) of the Initial Amount. For the avoidance of doubt, the Hurdle Value of the Hurdle Shares issued on or about June 15, 2012, shall equal one-ninth (1/9) of the Initial Amount such that no reduction shall be made with respect to those Hurdle Shares pursuant to the preceding sentence.

Furthermore, for purposes of the foregoing, if additional Unlimited Shares, Special Shares and/or Ordinary Shares that constitute a separate Share Group are purchased by members of Management after January 31, 2013, then (1) each Share Group shall be deemed to be subject to a separate distribution waterfall with terms described in this article 26.2.2 mutatis mutandis, (2) the Remaining Amount shall be initially apportioned among each Share Group pro rata in accordance with the number of Shares in such Share Group and then distributed pursuant to the distribution waterfall attributable to such Share Group, and (3) the portion of the Hurdle Purchase Price attributable to each Share Group shall be proportionate to the number of Shares in such Share Group. For the avoidance of doubt, Hurdle Shares shall be entitled to share in the waterfall attributable to each Share Group, subject to there being proceeds that exceed the Hurdle Value applicable to such Hurdle Shares with respect to each such Share Group.

For the purpose of this article 26.2.2:

"Aggregate Distributions" shall be an amount equal to the aggregate proceeds (whether distributions, redemption, repurchase or cancellation proceeds or otherwise (other than as annual fixed dividends described in article 26.2.1)), during the current year and/or during any preceding year.

"Allocated Hurdle Percentage" shall mean a percentage calculated by dividing, (a) the number of issued and outstanding Hurdle Shares by (b) 13,000, the maximum number of authorized Hurdle Shares.

"Determination Date" shall mean (i) any Valuation Date or (ii) any date on which there is a redemption of a class of Special Shares from all of the outstanding holders thereof.

"Determination Period" shall mean the period beginning on any Determination Date and ending on (and including) the date immediately prior to the subsequent Determination Date.

"Hurdle Amount" shall be an amount equal to the Initial Amount plus an internal rate return of 12.5% on the Initial Amount.

"Hurdle Purchase Price" shall be an amount equal to (i) the aggregate amount paid to subscribe for the Hurdle Shares plus (ii) amounts expended by the MIV that were funded by contributions to the MIV from the Executives.

"Hurdle Value" shall mean with respect to a Hurdle Share, an amount equal to the greater of (i) the fair market value of the share capital of the Company on the day such Hurdle Share is issued, as reasonably determined by the Manager based on fair market value principles, less the Hurdle Amount calculated on such date and (ii) one-ninth (1/9) of the Initial Amount.

"Initial Amount" shall be an amount equal to (i) in the case of the Share Group consisting of Unlimited Shares, Special Shares and Ordinary Shares issued prior to January 31, 2013, USD 777,631,484 and (ii) in the case of each other Share Group, 90 percent of the nominal value and related share premium associated with the Unlimited Shares, Special Shares and Ordinary Shares constituting such Share Group.

"Share Group" shall mean all Unlimited Shares, Special Shares and Ordinary Shares issued during the same Determination Period and, for the avoidance of doubt, shall not include any Hurdle Shares.

"Valuation Date" shall mean (i) January 31, 2012 and (ii) each date on or after January 31, 2013 with respect to which the Company has determined its fair market value for purposes hereof."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand three hundred Euro (EUR 1,300,-).

No further item being on the agenda of the General Meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then closed the General Meeting at 1.30 p.m.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks French and English, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the French and the English texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le sixième jour de mai,

Par devant le soussigné Maître Carlo WERSANDT, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l' "Assemblée Générale") de Greeneden Topco S.C.A., une société en commandite par actions luxembourgeoise, ayant son siège social au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164.178 (la "Société"), constituée suivant un acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 6 octobre 2011, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2994, page 143688 en date du 7 décembre 2011. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 5 janvier 2016 suivant un acte de Maître Carlo WERSANDT, notaire, résidant à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1030, page 49434 en date du 7 avril 2016.

L'Assemblée Générale est ouverte à 13.00 heures sous la présidence de Madame Mrs. Carmen GEORGES, employée, dont l'adresse professionnelle est au Luxembourg, en tant que président de l'Assemblée Générale (le "Président").

Le Président a nommé comme secrétaire Monsieur Daniel PIANON, juriste, dont l'adresse professionnelle est au Luxembourg.

L'Assemblée Générale a élu comme scrutateur Monsieur Julien DEMELIER-MOERENHOUT, dont l'adresse professionnelle est au Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée Générale ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et a demandé au notaire de statuer que:

I. L'Assemblée Générale est convoquée conformément à l'article 70 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée le cas échéant (la "LSC") avec les points suivants à l'ordre du jour:

Ordre du jour

1. Modification de l'article 5.3.5 des Statuts de la Société afin de modifier les dispositions relatives à la période de capital autorisé, qui devra désormais se lire comme suit:

" **5.3.5.** L'autorisation expirera au cinquième anniversaire de la date de publication dans le journal officiel luxembourgeois du procès-verbal de l'assemblée générale tenue le 6 mai 2016 et peut être renouvelée conformément aux dispositions légales applicables, étant entendu que le Gérant Commandité peut procéder à une augmentation de capital ou une émission des instruments mentionnés ci-dessus à la date de l'assemblée générale des actionnaires adoptant cette clause, c'est-à-dire au 6 mai 2016."

En relation avec le renouvellement de la période de capital autorisé dans les Statuts, la confirmation et l'approbation du rapport spécial du Gérant Commandité prévu par l'Article 32-3 (5) de la loi du 10 août 1915 sur la loi commerciale, telle que modifiée, sur l'autorisation devant être donnée au Gérant Commandité par les actionnaires de limiter ou d'annuler les droits préférentiels de souscription des actionnaires existants par rapport aux futures augmentations de capital du capital social souscrit de la Société, dans les limites de la clause de capital autorisé.

2. Modification de l'article 5.10 des Statuts afin de modifier les dispositions relatives aux droits de rachat des actions hurdles non acquises, qui devra désormais se lire comme suit:

" 5.10. Dispositions de Départ.

5.10.1 En cas de cessation des fonctions d'un Exécutif, la Société disposera d'un droit de rachat portant sur toutes (mais pas moins que la totalité) les Actions de Capital et les Actions Hurdle détenues par le MIV associé à tous Intérêts Traçants liés aux Actions et Intérêts Traçants liés aux Actions Hurdle détenus par cet Exécutif. Le droit de rachat de la Société peut être exercé dans les six mois suivant la cessation de fonction. Le prix de rachat sera payable en une seule somme forfaitaire en espèce. Le prix de rachat en ce qui concerne les Actions de Capital et les Actions Hurdle acquises sera égal à "la Juste Valeur de Marché" à compter de la date de cessation des fonctions de l'Exécutif, à condition que (i) dans le cas d'un Mauvais Sortant, le prix de rachat soit le moindre entre "la Juste Valeur de Marché" à la date de cessation des fonctions de l'Exécutif et le prix d'achat initial payé par l'Exécutif pour les titres concernés et (ii) dans le cas d'un Bon Sortant dans l'année suivant la Clôture, le prix de rachat sera le meilleur de "la Juste Valeur de Marché" à la date de cessation des fonctions de l'Exécutif et du prix d'achat initial payé par l'Exécutif pour les titres concernés. Pour les Mauvais Sortants, le prix de rachat relatif aux Actions Hurdle non acquises, sera égal au moindre de "la Juste Valeur de Marché" à la date de cessation des fonctions de l'Exécutif et du prix d'achat initial payé par l'Exécutif pour les Actions Hurdle non acquises; pour les Bons Sortants, le prix de rachat relatif aux Actions Hurdle non acquises sera égal au prix d'achat initial payé par l'Exécutif pour ces Actions Hurdle.

5.10.2 En plus des droits de rachat prévus dans l'article 5.10.1, dans la mesure où toute Action Hurdle est soumise à des conditions d'acquisition selon la performance (basé sur le revenu, EBITDA, le rendement sur capital ou d'autres paramètres comme accordés entre la Société et le détenteur d'une Action Hurdle) selon l'accord connexe ou un autre accord entre la Société et l'Exécutif concerné conformément auquel une telle Action Hurdle a été émise, la Société aura un droit de rachat pour une telle Action Hurdle qui a été déterminée conformément aux termes de cet accord comme n'étant plus éligible d'être acquise. Le prix de rachat pour une telle Action Hurdle non acquise sera le prix original payé par l'Exécutif pour les Actions Hurdle non acquises.

5.10.3 Si le paiement par la Société ou par le MIV dans le cas de l'exercice d'un droit de rachat est interdit par les termes d'une convention de crédit de la Société ou d'une de ses filiales, ce paiement devra être reporté jusqu'à ce qu'il soit autorisé au titre de ces conventions de crédit.

5.10.4 En cas d'exercice par la Société d'un droit de rachat conformément à l'article 5.10.1, tout Exécutif résidant en Californie devra conclure un accord interdisant l'Exécutif de s'engager directement ou indirectement dans toute activité qui est en concurrence avec le Groupe pour la période de 2 années suivant la réalisation d'un tel rachat.

5.10.5 Dans la mesure où le MIV reçoit les produits de l'exercice par la Société de tous droits de rachat conformément à l'article 5.10.1 ou 5.10.2, il les distribuera à l'Exécutif qui détient les Intérêts Traçants concernés aussi rapidement que possible en échange de ces Intérêts Traçants.

5.10.5 Le processus de substitution de l'article 5.9 est également applicable au présent article 5.10."

3. Modification de l'article 26.2.2 des Statuts afin de modifier les dispositions relatives, entre autres, au nombre maximum d'actions hurdle autorisées, aux changements de ce qui est souligné en italique, qui devra désormais se lire comme suit:

" **26.2.2.** Le Montant Restant devra être alloué:

(a) Aux détenteurs de la plus haute catégorie numérique d'Actions Spéciales qui demeure en circulation (s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation aux détenteurs d'Actions Ordinaires) proportionnellement au nombre d'Actions Spéciales détenues par les détenteurs dans cette catégorie (et s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation, aux détenteurs des Actions Ordinaires), jusqu'à ce que les détenteurs des Actions Spéciales (et s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation, aux détenteurs d'Actions Ordinaires) aient reçu les Distributions Totales égales au Montant Hurdle.

(b) Aux détenteurs de la plus haute catégorie numérique d'Actions Spéciales qui demeure en circulation (s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation aux détenteurs d'Actions Ordinaires) proportionnellement au nombre d'Actions Spéciales détenues par les détenteurs dans cette catégorie (et s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation, aux détenteurs des Actions Ordinaires) jusqu'à ce que les détenteurs d'Actions Spéciales (s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation, les détenteurs d'Actions Ordinaires) aient reçu les Distributions Totales sous ce paragraphe (b) égales à un neuvième (1/9) du Montant Initial.

(c) Aux détenteurs des Actions Hurdle, proportionnellement aux Actions Hurdle, jusqu'à ce que les détenteurs des Actions Hurdle aient reçu les Distributions Totales sous ce paragraphe (c) égales au Prix Hurdle d'Acquisition.

(d) Le reste, sur une base pari passu comme suit: (i) aux détenteurs des Actions Hurdle, un montant égal à 11,7% du montant à distribuer en vertu de ce sous paragraphe (d) fois le Pourcentage Hurdle Alloué proportionnellement au nombre d'Actions Hurdle, et (ii) le solde aux détenteurs de la plus haute catégorie numérique d'Actions Spéciales qui demeure en circulation, proportionnellement au nombre d'Actions Spéciales détenues par les détenteurs dans cette catégorie (et s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation aux détenteurs des Actions Ordinaires).

Nonobstant la clause précédente (d), les distributions payables à l'égard d'une Action Hurdle seront réduites dans la mesure où la Valeur Hurdle à l'égard de ladite Action Hurdle dépasse un neuvième (1/9) du Montant Initial. Afin d'écarter tout doute, la Valeur Hurdle des Actions Hurdle émises autour du 15 juin 2012, devra être équivalent à un neuvième (1/9) du Montant Initial afin qu'aucune réduction ne soit faite en relation avec ces Actions Hurdle selon la phrase précédente.

En outre, aux fins de ce qui précède, si des Actions de Commandité, des Actions Spéciales et/ou des Actions Ordinaires qui constituent un Groupe d'Action distinct sont achetées par des membres du Management après le 31 janvier 2013, alors

(1) chaque Groupe d'Action sera considéré comme faisant l'objet d'une clause de distribution distincte de distribution conformément aux termes décrits dans cet article 26.2.2 mutatis mutandis, (2) le Montant Restant sera initialement réparti entre chaque Groupe d'Action au prorata selon le nombre d'Actions dans ce Groupe d'Action et ensuite distribué en vertu de la clause de distribution attribuable à ce Groupe d'Action et (3) la partie du Prix d'Achat Hurdle attribuable à chaque Groupe d'Action doit être proportionné par rapport au nombre d'Actions de ce Groupe d'Action. Pour éviter toute confusion, les Actions Hurdle donneront le droit de bénéficier de la distribution attribuable à chaque Groupe d'Action, sous réserve qu'il y ait des profits excédant la Valeur Hurdle applicable à ces Actions Hurdle à l'égard de chaque Groupe d'Action.

Pour les besoins de cet article 26.2.2:

"Date de Détermination" désigne (i) toute Date d'Evaluation ou (ii) toute date à laquelle il y a un rachat d'une classe des Actions Spéciales de tous les détenteurs résiduels.

"Date d'Evaluation" désigne (i) le 31 janvier 2012 et (ii) toute date suite au 31 janvier 2013 (y compris) pendant laquelle la société a déterminé sa juste valeur de marché.

"Distributions Totales" désigne un montant égal aux revenus totaux (qu'il s'agisse de distributions, remboursement, des revenus liés à des rachats et annulations ou autres (autres que les dividendes annuels fixes décrits à l'article 26.2.1)) durant l'année en cours et/ou durant l'année précédente.

"Groupe d'Actions" désigne toutes les Actions de Commandité, les Actions Spéciales et les Actions Ordinaires émises au cours de la même Période de Détermination et, pour éviter toute confusion, ne comprend pas des Actions Hurdle.

"Montant Hurdle" désigne un montant égal au Montant Initial plus un taux de rendement interne de 12,5% sur le Montant Initial.

"Montant Initial" désigne un montant égal à (i) dans le cas d'un Groupe d'Actions qui comprend des Actions de Commandité, des Actions Spéciales et des Actions Ordinaires émises avant le 31 janvier 2013, 777.631.484,- USD et (ii) dans le cas de chaque autre Groupe d'Actions, 90 pour cent de la valeur nominale et de toute prime d'émission associée en rapport avec les Actions de Commandité, les Actions Spéciales et les Actions Ordinaires constituant ce Groupe d'Actions.

"Période de Détermination" désigne la période commençant à toute Date de Détermination et se terminant à (et y compris) la date précédent la Date de Détermination ultérieure.

"Pourcentage Hurdle Alloué" désigne un pourcentage calculé en divisant (a) le nombre d'Actions Hurdle émises et en circulation par (b) 13.000, le nombre maximum d'Actions Hurdle autorisées.

"Prix d'Achat Hurdle" désigne un montant égal à (i) le montant total versé afin de souscrire pour des Actions Hurdle plus (ii) les montants dépensés par la MIV qui ont été financées par des contributions à la MIV par les Exécutifs.

"Valeur Hurdle" désigne par rapport à une Action Hurdle, un montant égal au plus élevé de (i) la Juste Valeur de Marché du capital social de la Société en date de l'émission d'une telle Action Hurdle, comme raisonnablement déterminé par le Gérant sur base des principes de la Juste Valeur de Marché, moins le Montant Hurdle calculé à cette date et (ii) un neuvième (1/9) du Montant Initial."

4. Divers

II. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par eux sont indiqués sur la liste de présence (ensemble les "Actionnaires Comparants"). Cette liste et les procurations, après avoir été signées par les membres du bureau et le notaire soussigné, resteront attachées au présent acte à des fins d'enregistrement.

III. Il ressort de cette liste de présence, que les Actionnaires Comparants détenant les cent (100) actions de commandité, trois millions deux cent quatre-vingt-quinze mille trois cent quatre-vingt-seize (3.295.396) actions ordinaires, huit mille deux cent trente-sept (8.237) actions hurdle, huit cent vingt-trois mille huit cent cinquante (823.850) actions de catégorie A1, huit cent vingt-trois mille huit cent cinquante (823.850) actions de catégorie A2, huit cent vingt-trois mille huit cent cinquante (823.850) actions de catégorie A3, huit cent vingt-trois mille huit cent cinquante (823.850) actions de catégorie A4, huit cent vingt-trois mille huit cent cinquante (823.850) actions de catégorie A5, huit cent vingt-trois mille huit cent cinquante (823.850) actions de catégorie A6 et huit cent vingt-trois mille huit cent cinquante (823.850) actions de catégorie A7 représentant quatre-vingt-et-un et trente-deux pourcent (81.32%) du capital social de la Société sont présents à l'Assemblée ou représentés par des mandataires. Tous les Actionnaires Comparants ont déclaré qu'ils avaient été suffisamment informés de l'ordre du jour de l'Assemblée préalablement à celle-ci et qu'ils renonçaient aux formalités de convocation. L'Assemblée est donc valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Le Président informe l'Assemblée Générale que le quorum de présence requis en ce qui concerne tous les points de l'ordre du jour est atteint et que l'Assemblée Générale est valablement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après délibération, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier de l'article 5.3.5 des Statuts comme établi dans le point 1 de l'ordre du jour. De plus, l'Assemblée Générale décide de confirmer et approuver le rapport spécial du Gérant Commandité prévu par l'Article 32-3 (5) du LSC. Suite à cette modification, l'article 5.3.5 des statuts de la Société devra désormais se lire comme suit:

" **5.3.5.** L'autorisation expirera au cinquième anniversaire de la date de publication dans le journal officiel luxembourgeois du procès-verbal de l'assemblée générale tenue le 6 mai 2016 et peut être renouvelée conformément aux dispositions

légalles applicables, étant entendu que le Gérant Commandité peut procéder à une augmentation de capital ou une émission des instruments mentionnés ci-dessus à la date de l'assemblée générale des actionnaires adoptant cette clause, c'est-à-dire au 6 mai 2016."

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier de l'article 5.10 des Statuts comme établi dans le point 2 de l'ordre du jour, qui devra désormais se lire comme suit:

" 5.10. Dispositions de Départ.

5.10.1 En cas de cessation des fonctions d'un Exécutif, la Société disposera d'un droit de rachat portant sur toutes (mais pas moins que la totalité) les Actions de Capital et les Actions Hurdle détenues par le MIV associé à tous Intérêts Traçants liés aux Actions et Intérêts Traçants liés aux Actions Hurdle détenus par cet Exécutif. Le droit de rachat de la Société peut être exercé dans les six mois suivant la cessation de fonction. Le prix de rachat sera payable en une seule somme forfaitaire en espèce ou par un paiement en nature. Le prix de rachat en ce qui concerne les Actions de Capital et les Actions Hurdle acquises sera égal à "la Juste Valeur de Marché" à compter de la date de cessation des fonctions de l'Exécutif, à condition que (i) dans le cas d'un Mauvais Sortant, le prix de rachat soit le moindre entre "la Juste Valeur de Marché" à la date de cessation des fonctions de l'Exécutif et le prix d'achat initial payé par l'Exécutif pour les titres concernés et (ii) dans le cas d'un Bon Sortant dans l'année suivant la Clôture, le prix de rachat sera le meilleur de "la Juste Valeur de Marché" à la date de cessation des fonctions de l'Exécutif et du prix d'achat initial payé par l'Exécutif pour les titres concernés. Pour les Mauvais Sortants, le prix de rachat relatif aux Actions Hurdle non acquises, sera égal au moindre de "la Juste Valeur de Marché" à la date de cessation des fonctions de l'Exécutif et du prix d'achat initial payé par l'Exécutif pour les Actions Hurdle non acquises; pour les Bons Sortants, le prix de rachat relatif aux Actions Hurdle non acquises sera égal au prix d'achat initial payé par l'Exécutif pour ces Actions Hurdle.

5.10.2 En plus des droits de rachat prévus dans l'article 5.10.1, dans la mesure où toute Action Hurdle est soumise à des conditions de performance d'investissement (basé sur le revenu, EBITDA, le rendement sur capital ou d'autres mesures comme accordé entre la Société et le détenteur d'Action Hurdle) selon l'accord connexe ou d'autre pacte entre la Société et l'Exécutif concerné conformément à cette Action Hurdle ayant été émise, la Société aura un droit de rachat pour toute Action Hurdle qui a été déterminé conformément aux termes de ce pacte ne devant plus être éligible devant être investie. Le prix de rachat pour toute Action Hurdle non investie sera le prix original payé par l'Exécutif pour les Actions Hurdle non investies.

5.10.3 Si le paiement par la Société ou par le MIV dans le cas de l'exercice d'un droit de rachat est interdit par les termes de la Société ou toutes conventions de crédit de toute filiale, ce paiement devra être reporté jusqu'à ce qu'il soit autorisé au titre de ces conventions de crédit.

5.10.4 Après l'exercice par la Société d'un droit de rachat conformément à l'article 5.10.1, tout Exécutif résidant en Californie devra conclure un accord interdisant l'Exécutif de s'engager directement ou indirectement dans toute activité qui est en concurrence avec le Groupe pour la période de 2 années suivant la réalisation d'un tel rachat.

5.10.5 Dans la mesure où le MIV reçoit les produits de l'exercice par la Société de tous droits de rachat conformément à l'article 5.10.1 ou 5.10.2, il les distribuera à l'Exécutif qui détient les Intérêts Traçants concernés aussi rapidement que possible en échange de ces Intérêts Traçants.

5.10.5 Le processus de substitution de l'article 5.9 est également applicable au présent article 5.10."

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier de l'article 26.2.2 des Statuts comme établi dans le point 3 de l'ordre du jour, qui devra désormais se lire comme suit:

" 26.2.2. Le Montant Restant devra être alloué:

(a) Aux détenteurs de la plus haute catégorie numérique d'Actions Spéciales qui demeure en circulation (s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation aux détenteurs d'Actions Ordinaires) proportionnellement au nombre d'Actions Spéciales détenues par les détenteurs dans cette catégorie (et s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation, aux détenteurs des Actions Ordinaires), jusqu'à ce que les détenteurs des Actions Spéciales (et s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation, aux détenteurs d'Actions Ordinaires) aient reçu les Distributions Totales égales au Montant Hurdle.

(b) Aux détenteurs de la plus haute catégorie numérique d'Actions Spéciales qui demeure en circulation (s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation aux détenteurs d'Actions Ordinaires) proportionnellement au nombre d'Actions Spéciales détenues par les détenteurs dans cette catégorie (et s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation, aux détenteurs des Actions Ordinaires) jusqu'à ce que les détenteurs d'Actions Spéciales (s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation, les détenteurs d'Actions Ordinaires) aient reçu les Distributions Totales sous ce paragraphe (b) égales à un neuvième (1/9) du Montant Initial.

(c) Aux détenteurs des Actions Hurdle, proportionnellement aux Actions Hurdle, jusqu'à ce que les détenteurs des Actions Hurdle aient reçu les Distributions Totales sous ce paragraphe (c) égales au Prix Hurdle d'Acquisition.

(d) Le reste, sur une base pari passu comme suit: (i) aux détenteurs des Actions Hurdle, un montant égal à 11,7% du montant à distribuer en vertu de ce sous paragraphe (d) fois le Pourcentage Hurdle Alloué proportionnellement au nombre

d'Actions Hurdle, et (ii) le solde aux détenteurs de la plus haute catégorie numérique d'Actions Spéciales qui demeure en circulation, proportionnellement au nombre d'Actions Spéciales détenues par les détenteurs dans cette catégorie (et s'il n'y a plus d'Actions Spéciales en circulation aux détenteurs des Actions Ordinaires).

Nonobstant la clause précédente (d), les distributions payables à l'égard d'une Action Hurdle seront réduites dans la mesure où la Valeur Hurdle à l'égard de ladite Action Hurdle dépasse un neuvième (1/9) du Montant Initial. Afin d'écartier tout doute, la Valeur Hurdle des Actions Hurdle émises autour du 15 juin 2012, devra être équivalente à un neuvième (1/9) du Montant Initial afin qu'aucune réduction ne soit faite en relation avec ces Actions Hurdle selon la phrase précédente.

En outre, aux fins de ce qui précède, si des Actions de Commandité, des Actions Spéciales et/ou des Actions Ordinaires qui constituent un Groupe d'Action distinct sont achetées par des membres du Management après le 31 janvier 2013, alors (1) chaque Groupe d'Action sera considéré comme faisant l'objet d'une clause de distribution distincte de distribution conformément aux termes décrits dans cet article 26.2.2 mutatis mutandis, (2) le Montant Restant sera initialement réparti entre chaque Groupe d'Action au prorata selon le nombre d'Actions dans ce Groupe d'Action et ensuite distribué en vertu de la clause de distribution attribuable à ce Groupe d'Action et (3) la partie du Prix d'Achat Hurdle attribuable à chaque Groupe d'Action doit être proportionné par rapport au nombre d'Actions de ce Groupe d'Action. Pour éviter toute confusion, les Actions Hurdle donneront le droit de bénéficier de la distribution attribuable à chaque Groupe d'Action, sous réserve qu'il y ait des profits excédant la Valeur Hurdle applicable à ces Actions Hurdle à l'égard de chaque Groupe d'Action.

Pour les besoins de cet article 26.2.2:

"Date de Détermination" désigne (i) toute Date d'Evaluation ou (ii) toute date à laquelle il y a un rachat d'une classe des Actions Spéciales de tous les détenteurs résiduels.

"Date d'Evaluation" désigne (i) le 31 janvier 2012 et (ii) toute date suite au 31 janvier 2013 (y compris) pendant laquelle la société a déterminé sa juste valeur de marché.

"Distributions Totales" désigne un montant égal aux revenus totaux (qu'il s'agisse de distributions, remboursement, des revenus liés à des rachats et annulations ou autres (autres que les dividendes annuels fixes décrits à l'article 26.2.1)) durant l'année en cours et/ou durant l'année précédente.

"Groupe d'Actions" désigne toutes les Actions de Commandité, les Actions Spéciales et les Actions Ordinaires émises au cours de la même Période de Détermination et, pour éviter toute confusion, ne comprend pas des Actions Hurdle.

"Montant Hurdle" désigne un montant égal au Montant Initial plus un taux de rendement interne de 12,5% sur le Montant Initial.

"Montant Initial" désigne un montant égal à (i) dans le cas d'un Groupe d'Actions qui comprend des Actions de Commandité, des Actions Spéciales et des Actions Ordinaires émises avant le 31 janvier 2013, 777.631.484,- USD et (ii) dans le cas de chaque autre Groupe d'Actions, 90 pour cent de la valeur nominale et de toute prime d'émission associée en rapport avec les Actions de Commandité, les Actions Spéciales et les Actions Ordinaires constituant ce Groupe d'Actions.

"Période de Détermination" désigne la période commençant à toute Date de Détermination et se terminant à (et y compris) la date précédent la Date de Détermination ultérieure.

"Pourcentage Hurdle Alloué" désigne un pourcentage calculé en divisant (a) le nombre d'Actions Hurdle émises et en circulation par (b) 13.000, le nombre maximum d'Actions Hurdle autorisées.

"Prix d'Achat Hurdle" désigne un montant égal à (i) le montant total versé afin de souscrire pour des Actions Hurdle plus (ii) les montants dépensés par la MIV qui ont été financées par des contributions à la MIV par les Exécutifs.

"Valeur Hurdle" désigne par rapport à une Action Hurdle, un montant égal au plus élevé de (i) la Juste Valeur de Marché du capital social de la Société en date de l'émission d'une telle Action Hurdle, comme raisonnablement déterminé par le Gérant sur base des principes de la Juste Valeur de Marché, moins le Montant Hurdle calculé à cette date et (ii) un neuvième (1/9) du Montant Initial."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille trois cents euros (1.300.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, et aucun des actionnaires présents ou représentés ne demandant la parole, le Président a clôturé l'Assemblée Générale à 13:30 heures.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: C. GEORGES, D. PIANON, J. DEMELIER-MOERENHOUT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 12 mai 2016. 2LAC/2016/10000. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Référence de publication: 2016110180/536.

(160082613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung, Fondation.

Siège social: L-7540 Berschbach, 47, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg G 149.

Comptes annuels

31 décembre 2015

Table des matières

	Page
Rapport du Réviseur d'entreprises agréé	1
Bilan	3
Compte de profits et pertes	4
Annexe aux comptes annuels	5

Rapport du réviseur d'entreprises agréé sur les comptes annuels clôtures au 31 décembre 2015 de la fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung, comprenant le bilan au 31 décembre 2015 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Le 28 avril 2016.

Luxembourgeoise d'Audit et de Révision S.à r.l.

Réviseur d'entreprises agréé

Marc Meyers

Partner

ACTIF	2015	2014
	EUR	EUR
C. Actif immobilisé (3)		
I. Immobilisations incorporelles		
2. Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et valeurs similaires, s'ils ont été:		
a) acquis à titre onéreux, sans devoir figurer sous C.1.3	18 434,33	11 028,50
	<u>18 434,33</u>	<u>11 028,50</u>
II. Immobilisations corporelles		
1. Terrains et constructions	19 158 869,28	16 484 241,70
3. Autres installations, outillage et mobilier	1 188 887,47	891 115,63
4. Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	0,00	3 487 055,75
	<u>20 347 756,75</u>	<u>20 862 413,08</u>
III. Immobilisations financières		
1. Parts dans des entreprises liées	25 000,00	25 000,00
5. Titres et autres instruments financiers ayant le caractère d'immobilisations	3 511 372,40	14 369 372,40
	<u>3 536 372,40</u>	<u>14 394 372,40</u>
D. Actif circulant		
II. Créances		
1. Créances résultant de ventes et prestations de services		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	152 145,46	205 926,83
2. Créances sur des entreprises liées		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	101 861,34	61 861,34
4. Autres créances		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	930 234,85	1 133 654,40
	<u>1 184 241,65</u>	<u>1 401 442,57</u>
III. Valeurs mobilières et autres instruments financiers		
3. Autres valeurs mobilières et autres instruments financiers	0,00	108 263,56
	<u>0,00</u>	<u>108 263,56</u>
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse	14 064 846,66	2 955 645,44
	<u>14 064 846,66</u>	<u>2 955 645,44</u>
E. Comptes de régularisation (4)	42 999,83	36 549,13
	<u>39 194 651,62</u>	<u>39 769 714,6</u>
PASSIF		
A. Capitaux propres (5)		
I. Capital souscrit	21 455 193,02	21 455 193,02
4. Autres réserves	1 716,03	1 597,88
V. Résultats reportés	8 067 323,77	7 134 237,87
VI. Résultat de l'exercice	89 771,60	933 085,90
VIII Subventions d'investissement en capital	7 282 001,21	7 740 746,10
	<u>36 896 005,63</u>	<u>37 264 860,77</u>
C. Provisions		
1. Provisions pour pensions et obligations similaires	40 000,00	0,00
3. Autres provisions	40 000,00	0,00
D. Dettes non subordonnées		
4. Dettes sur achats et prestations de services		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	206 597,63	384 435,70
8. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		
a) Dettes fiscales	424 627,55	395 942,50
b) Dettes au titre de la sécurité sociale	607 772,97	865 691,72
9. Autres dettes		
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	1 014 194,87	854 448,58

		2 253 193,02	2 500 518,50
E. Comptes de régularisation	(6)	5 452,97	4 335,41
		<u>39 194 651,62</u>	<u>39 769 714,68</u>

Compte de profits et pertes au 31/12

CHARGES		2015	2014
		EUR	EUR
1. Consommation de marchandises et de matières premières et consommables		1 385 987,50	1 419 289,83
2. Autres charges externes	(7)	1 048 440,87	1 005 942,21
3. Frais de personnel			
a) Salaires et traitements	(8)	13 341 733,31	13 049 629,12
b) Charges sociales couvrant les salaires et traitements		2 075 209,49	1 970 440,97
4. Corrections de valeur			
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles		1 702 972,75	1 580 092,71
5. Autres charges d'exploitation		243 196,71	215 186,37
10. Charges exceptionnelles		48 804,12	10 691,56
13. Profit de l'exercice	(10)	89 771,60	933 085,90
		<u>19 936 116,35</u>	<u>20 184 358,67</u>
PRODUITS			
1. Montant net du chiffre d'affaires		17 193 917,18	17 409 974,40
4. Reprises de corrections de valeur			
b) sur éléments de l'actif circulant		0,00	8 621,30
5. Autres produits d'exploitation	(9)	2 580 124,46	2 624 197,58
8. Autres intérêts et autres produits financiers			
b) autres intérêts et produits financiers		162 074,71	132 023,69
10. Produits exceptionnels		0,00	9 541,70
		<u>19 936 116,35</u>	<u>20 184 358,67</u>

1. Généralités. La Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung (ci-après la «Fondation») résulte du changement de la dénomination de la Fondation de l'Association des Aveugles et des statuts suivant acte notarié du 5 novembre 2007.

La Fondation a pour principal objet l'amélioration du sort des déficients visuels et la défense de leurs intérêts.

En vue de réaliser son objet, la Fondation peut exercer à l'égard des déficients visuels le rôle de conseiller; elle peut prodiguer aide et assistance morales et matérielles, à l'exclusion de tout soutien financier. Elle veille à leur orientation professionnelle, à leur éducation, ainsi qu'à leur insertion dans la vie active.

La Fondation peut créer, reprendre et gérer toutes oeuvres et structures, prendre toutes initiatives et participations, acquérir tous les biens meubles et immeubles nécessaires à la réalisation de son objet.

La Fondation peut acquérir, recevoir, posséder, emprunter, aliéner, ester en justice, faire tous actes et transactions en relation et dans les limites de son objet et de ses missions, telles que définies par les présents statuts.

La Fondation peut accepter des libéralités entre vifs ou testamentaires dans les conditions prévues par l'article 36 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif. Elle peut accepter des subsides privés et publics.

L'adresse de la Fondation a changé en raison du redressement de certaines sections cadastrales de la commune de Mersch.

Le siège social de la Fondation est établi au 47, rue de Luxembourg, L-7540 Rollingen/Mersch.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

La durée de la Fondation est illimitée.

La présentation des comptes annuels comparés des exercices 2015 et 2014 est celle de la Fondation Lëtzebuenger Blannevereenegung.

Ces comptes comprennent:

- le bilan qui résume la situation patrimoniale de l'ensemble des éléments gérés par la Fondation;
- le compte de profits et pertes respectivement le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'année selon leur destination;
- l'annexe qui complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de profits et pertes.

2. Principes, règles et méthodes d'évaluation.

2.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux principes comptables généralement admis au Grand-Duché de Luxembourg.

Les comptes annuels de la Fondation ont été préparés conformément aux principes comptables et règles d'évaluation décrites ci-après.

2.2. Principales règles d'évaluation

2.2.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition historique qui comprend les frais accessoires, ou au coût de revient, déduction faite des amortissements et corrections de valeurs cumulés. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister. Le taux linéaire appliqué est de 25%.

2.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au prix d'acquisition historique qui comprend les frais accessoires ou au prix de revient, pouvant comporter une partie des coûts indirects, déduction faite des corrections de valeur. A l'exception des terrains et des autres immobilisations corporelles, les corrections de valeur sont calculées de façon linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée. Les taux linéaires appliqués sont compris entre 3% et 25%

Lorsque la Fondation considère qu'un actif immobilisé a subi une diminution de valeur de nature durable, une réduction de valeur complémentaire est effectuée de manière à refléter cette perte. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.2.3. Immobilisation financières

Les immobilisations financières sont principalement composées de valeurs mobilières à revenu fixe qui ont été acquises avec l'intention de les garder jusqu'à leur échéance.

Les valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières sont enregistrées à leur prix d'acquisition dans leur devise d'origine. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Elles font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui leur est attribuée à la date de clôture du bilan, si le Conseil d'Administration estime que la dépréciation sera durable.

2.2.4. Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

2.2.5. Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur prix d'acquisition, incluant les frais accessoires et déterminé selon leur valeur de marché. Les valeurs mobilières sont enregistrées dans la devise de préparation des comptes annuels. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

La valeur de marché correspond:

- au dernier cours disponible le jour de l'évaluation pour les valeurs mobilières admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou sur un autre marché réglementé.

2.2.6. Avoirs en banques, avoir en compte de chèque postaux, chèque et encaisse

Les avoirs en banques sont inscrits à leur valeur nominale à la date de clôture des comptes annuels.

2.2.7. Comptes de régularisation: actif

Ce poste comprend les charges enregistrées avant la date de clôture et imputables à un exercice ultérieur. Les charges sont indiquées à leur valeur nominale. Cette rubrique comprend également les intérêts courus non échus.

2.2.8. Capitaux propres

Sous les capitaux propres on retrouve les rubriques suivantes:

- fonds associatifs;
- fonds dédiés sur subventions;
- résultats reportés;
- le résultat de l'exercice;
- subventions d'investissement et d'équipement.

Les fonds dédiés sont constitués des ressources affectées par les donateurs ou testateurs à des programmes d'intervention de la Fondation, qui n'ont pas encore été utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard.

2.2.9. Dettes

Les dettes sont indiquées à leur valeur de remboursement.

2.2.10. Comptes de régularisation: passif

Ce poste comprend les produits perçus durant l'exercice et qui sont imputables à un exercice ultérieur.

2.2.11 Conversion des postes en devises

La Fondation tient ses livres comptables en euros («EUR») et les comptes annuels sont établis dans la même devise.

Les immobilisations corporelles et incorporelles exprimées dans une devise autre que l'euro sont converties en euros au cours de change historique en vigueur au moment de la transaction. À la date de clôture, ces immobilisations restent converties au cours de change historique.

Les avoirs en banques sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes annuels. Les pertes et les profits de change en résultant sont enregistrés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Les autres postes de l'actif et du passif sont évalués individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Seules les pertes de change latentes sont enregistrées au compte de profits et pertes. Les gains de change sont enregistrés au compte de profits et pertes au moment de leur réalisation. Les gains de change latents ne sont donc pas enregistrés au compte de profits et pertes.

3. Actif immobilisé. En 2012 la Fondation a repris les parts de la Résidence pour personne âgées Hertha Winandy S.à r.l. à leur valeur d'émission, soit 125 parts à EUR 100 correspondant au capital de EUR 12.500.

Le 12.11.2008 la Fondation a constitué la société Bieschbecher Atelier S.à r.l. au capital de EUR 12.500 entièrement souscrit et libéré par la Fondation. L'objet de cette société est la reprise de l'activité du Bieschbecher Atelier à partir de l'exercice 2009 en lieu et place de la Fondation.

Pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2015, l'évolution des actifs immobilisés s'analyse comme suit (exprimés en EUR):

Evolution des immobilisations incorporelles

	Licences informatiques
Valeurs brutes au début de l'exercice	12.604,00
Entrées au cours de l'exercice	12.064,94
Sorties au cours de l'exercice	0,00
Valeurs brutes à la fin de l'exercice	24.668,94
Corrections de valeur au début de l'exercice	1.575,50
Dotations de l'exercice	4.659,11
Reprises de l'exercice	0,00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	6.234,61
Valeurs nettes à la fin de l'exercice	EUR 18.434,33

Evolution des immobilisations corporelles

	Terrains	Agencements et aménagements de terrains	Constructions
Valeurs brutes au début de l'exercice	718.760,20	946.817,46	32.360.883,50
Entrées au cours de l'exercice	0,00	258.512,08	3.854.269,22
Sorties au cours de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Valeurs brutes à la fin de l'exercice	718.760,20	1.205.329,54	36.215.152,72
Corrections de valeur au début de l'exercice	0,00	747.255,04	16.794.964,42
Dotations de l'exercice	0,00	75.097,10	1.363.056,62
Reprises de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	0,00	822.352,14	18.158.021,04
Valeurs nettes à la fin de l'exercice	EUR 718.760,20	382.977,40	18.057.131,68
	Autres installations, outillage et mobilier et matériel roulant	Acomptes versés et immobilisations corp. en cours	TOTAL
Valeurs brutes au début de l'exercice	3.207.315,20	3.487.055,75	40.720.832,11
Entrées au cours de l'exercice	557.931,76	1.035.537,44	5.706.250,50
Sorties au cours de l'exercice	0,00	4.522.593,19	4.522.593,19
Valeurs brutes à la fin de l'exercice	3.765.246,96	0,00	41.904.489,42
Corrections de valeur au début de l'exercice	2.316.199,57	0,00	19.858.419,03
Dotations de l'exercice	260.159,92	0,00	1.698.313,64

Reprises de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	2.576.359,49	0,00	21.556.732,67
Valeurs nettes à la fin de l'exercice EUR	1.188.887,47	0,00	20.347.756,75

Evolution des immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées	Titres ayant le caractère d'immobilisations	TOTAL
Valeurs brutes au début de l'exercice	25.000,00	14.369.372,40	14.394.372,40
Entrées au cours de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Sorties au cours de l'exercice	0,00	10.858.000,00	10.858.000,00
Valeurs brutes à la fin de l'exercice	25.000,00	3.511.372,40	3.536.372,40
Corrections de valeur au début de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Dotations de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Reprises de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	0,00	0,00	0,00
Valeurs nettes à la fin de l'exercice EUR	25.000,00	3.511.372,40	3.536.372,40

Au 31 décembre 2015, les titres ayant le caractère d'immobilisations ont une valeur de marché de EUR 3.571.793,75

4. Compte de régularisation actif. Au 31 décembre 2015 et 2014, le compte de régularisation actif de la Fondation se décompose de la manière suivante (exprimé en EUR):

	2015	2014
Assurances	31.759,36	27.954,04
Formations	1.490,00	2.980,00
Autres	9.750,47	5.615,09
TOTAL	42.999,83	36.549,13

5. Capitaux propres. Les capitaux propres ont dès l'origine de l'Association des Aveugles et Malvoyants en 1955 été alimentés par les apports et les résultats des exercices, déduction faite de montants affectés à divers comptes de réserves. Ils se chiffrent à EUR 36.896.005,63 au 31.12.2015 pour EUR 37.264.860,77 l'année précédente.

5.1. Fonds associatifs

Au 31 décembre 2015 les fonds propres de la Fondation s'élèvent à EUR 21.455.193,02.

5.2. Fonds dédiés

Au 31 décembre 2015 les fonds dédiés sont constitués de EUR 1.716,03 alloués à des projets.

5.3. Subventions d'investissement en capital

Pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2015, l'évolution des subventions d'investissement s'analyse comme suit (exprimées en EUR):

	2015	2014
Valeurs brutes au début de l'exercice	16.455.557,27	15.877.829,17
Entrées au cours de l'exercice	197.737,62	577.728,10
Sorties au cours de l'exercice	0,00	0,00
Valeurs brutes à la fin de l'exercice	16.653.294,89	16.455.557,27
Amortissements au début de l'exercice	8.714.811,17	8.062.299,04
Dotations de l'exercice	656.482,51	652.512,13
Reprises de l'exercice	0,00	0,00
Amortissements à la fin de l'exercice	9.371.293,68	8.714.811,17
Valeurs nettes à la fin de l'exercice EUR	7.282.001,21	7.740.746,10

6. Compte de régularisation passif. Au 31 décembre 2015 et 2014, le compte de régularisation passif de la Fondation se décompose de la manière suivante (exprimé en EUR):

	2015	2014
Loyers	1.050,00	860,00
Autres	4.402,97	3.475,41
TOTAL	5.452,97	4.335,41

7. Autres charges externes. Au 31 décembre 2015 et 2014, les autres charges externes se détaillent comme suit (exprimées en EUR):

	2015	2014
Loyers et charges locatives	125.216,75	132.915,28
Sous-traitance, entretiens et réparations	580.589,91	519.216,81
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	45.064,03	63.445,48
Primes d'assurances	38.644,02	33.939,56
Frais de marketing et de communication	93.013,62	82.944,89
Personnel extérieur à l'entreprise	0,00	3.910,00
Charges externes diverses	165.912,54	169.570,19
TOTAL	<u>1.048.440,87</u>	<u>1.005.942,21</u>

8. Frais de personnel. L'effectif moyen était de 287 en 2015 et de 248 en 2014.

9. Autres produits d'exploitation. Au 31 décembre 2015 et 2014, les autres produits d'exploitation se détaillent comme suit (exprimés en EUR):

	2015	2014
Subventions d'exploitation	1.916.606,69	1 926 028,20
Indemnités d'assurance touchées	7.035,26	10.657,25
Subvention d'investissement en capital	656.482,51	652.512,13
Reprises sur provisions d'exploitation	0,00	35.000,00
TOTAL	<u>2.580.124,46</u>	<u>2.624.197,58</u>

10. Charges et produits exceptionnels. En 2015, la Fondation a comptabilisé une charge exceptionnelle de EUR 48.804,12 relative à un montant de subside BBF 2014 perçu en trop par rapport à la charge salariale qui fait l'objet de cette subvention

Récapitulatif budget ordinaire 2016

HOME RECETTES	17.218.620 €
HOME DEPENSES	-17.784.105 €
RESULTAT HOME	-565.485 €
FONDATION RECETTES	708.245 €
FONDATION DEPENSES	-560.480 €
RESULTAT FONDATION	147.765 €
BBF RECETTES	350.000 €
BBF DEPENSES	-450.800 €
RESULTAT BBF	-100.800 €
BAt RECETTES	0 €
BAt DEPENSES	-2.000 €
RESULTAT BAt	-2.000 €
MAISON RELAIS DEPENSES	1.744,551 €
MAISON RELAIS RECETTES	-1.744,551 €
RESULTAT MAISON RELAIS	0 €
B.W. RECETTES	0 €
B.W. DEPENSES	-3.000 €
RESULTAT B.W.	-3.000 €
RESULTAT GLOBAL	-523.520 €

Référence de publication: 2016110163/363.

(160082951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

CDS Holdco V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 204.987.

In the year two thousand and sixteen, on the fifth day of May.

Before the undersigned, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CDS Lux Partners S.C.S., a Luxembourg common limited partnership (société en commandite simple), having its registered office at 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S. Luxembourg) under number B 205.235 (the "Shareholder"),

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The Shareholder is the sole shareholder of CDS Holdco V S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S. Luxembourg) under number B 204.987 (the "Absorbed Company" or the "Company").

II.- It is intended to merge the Absorbed Company into M7 Group S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme), having its registered office at 2, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S. Luxembourg) under number B 148.073 (the "Absorbing Company", and together with the Absorbed Company being referred to as the "Merging Companies"), whereby the Absorbed Company will cease to exist, and its entire assets and liabilities will be transferred to the Absorbing Company (the "Merger").

III.- All the shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the Shareholder can validly decide on all the items of the agenda of which the latter expressly stated having been duly informed beforehand.

IV.- The provisions of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended, (the "Law") regarding the mergers have been fulfilled:

- Publication on 4 April 2016 of the Merger Project (as defined below) in the Mémorial C number 978, corresponding to at least one month before the date of this extraordinary general meeting;

- Deposit of the documents required by Article 267 of the Law at the registered office of the Merging Companies at least one month before the date of this extraordinary general meeting; and

- Waiver by the shareholders of the Merging Companies of the explanatory reports of the Merging Companies and the independent experts' report in accordance with articles 265 and 266 of the Law.

V.- The agenda of the meeting is the following:

1. Waiving of notice right;
2. Acknowledgement of the Merger Project;
3. Approval of the Merger; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved, the Shareholder declared as follows:

First resolution:

The Shareholder waived its rights to the prior notice of the current meeting; the Shareholder acknowledged being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agreed to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

The Shareholder declared that it has knowledge of the common draft terms of merger agreed between the Merging Companies (the "Merger Project").

The Shareholder acknowledged having been informed by letter of the board of managers of the Company dated 20 April 2016 that the share exchange ratio mentioned in the Merger Project has changed in the meantime, so that the final share exchange ratio shall equal to 3.125 shares of the Absorbed Company in exchange for 1 share of the Absorbing Company.

The Merger will be implemented by the contribution of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Absorbed Company to the Absorbing Company, provided that, notwithstanding the foregoing, the shares held by the Absorbed Company in the Absorbing Company will be cancelled immediately after their contribution to the Absorbing Company and the share capital of the Absorbing Company will be subsequently decreased.

Waivers

The Shareholder acknowledged that, in accordance with Article 265 (3) of the Law, the shareholders of the Merging Companies waived their right to receive from the board of managers/directors of the Merging Companies a detailed written report explaining and setting out the legal and economic grounds of the Merger Project, in particular in regards to the share exchange ratio.

The Shareholder further acknowledged that, in accordance with Article 266 (5) of the Law, the shareholders of the Merging Companies waived their right to receive from independent experts an expert report stating their opinion on the exchange ratio and describing any special valuation difficulties which may have arisen.

Public documentation

In accordance with Article 267 of the Law, the legal documentation in relation to the Merger has been made available for inspection by the shareholders of the Merging Companies at their registered office at least one month before the date of this extraordinary general meeting.

Third resolution:

After the foregoing was approved, the Shareholder resolved to approve the Merger, as described in the Merger Project in all its provisions and its entirety, with the exception of the share exchange ratio which has been modified as explained in the foregoing resolution.

The Shareholder further resolved to carry-out the Merger by transfer of any and all assets, liabilities, rights, obligations and contracts of the Absorbed Company to the Absorbing Company, provided that, notwithstanding the foregoing, the shares held by the Absorbed Company in the Absorbing Company will be cancelled immediately after their contribution to the Absorbing Company and the share capital of the Absorbing Company will be subsequently decreased.

The Merger shall become effective between the Merging Companies as from the date of the extraordinary general meetings of the Merging Companies (the "Effective Date"). From an accounting standpoint, the Merger will also be effective as from the Effective Date.

As of the Effective Date, the Absorbed Company will cease to exist and its assets and liabilities shall be transferred by operation of law to the Absorbing Company under universal succession of title.

The undersigned notary hereby certified the existence and legality of the Merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to the Luxembourg law.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le cinquième jour du mois de mai.

Par devant le soussigné, Maître Jacques Kessler, notaire résidant à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CDS Lux Partners S.C.S., une société en commandite simple de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 205.235 (l'"Associé"),

ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le mandataire représentant la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, a demandé au notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'Associé est l'associé unique de CDS Holdco V S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 2 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec un capital social de 12.500 EUR et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 204.987 (la "Société Absorbée" ou la "Société").

II.- La Société entend fusionner en étant absorbée par M7 Group S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.073 (la "Société Absorbante" et conjointement avec la Société Absorbée, les "Sociétés Fusionnantes"), à la suite de quoi la Société Absorbée cessera d'exister et l'intégralité de son patrimoine sera transmise à la Société Absorbante (la "Fusion").

III.- Toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société sont représentées de sorte que l'Associé peut valablement se prononcer sur tous les points à l'ordre du jour dont ce dernier reconnaît expressément avoir été préalablement dûment informé.

IV.- Les dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") relatives aux fusions ont été respectées comme suit:

- Publication le 4 avril 2016 du Projet Commun de Fusion (tel que défini ci-après) au Mémorial C numéro 978, correspondant à une période d'au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire;

- Dépôt des documents requis par l'Article 267 de la Loi au siège social de chacune des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire; et

- Renonciation par les associés ou actionnaires des Sociétés Fusionnantes aux rapports explicatifs des Sociétés Fusionnantes et au rapport d'experts indépendants conformément aux articles 265 et 266 de la Loi.

IV.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Reconnaissance du Projet de Fusion;
3. Approbation de la Fusion; et
4. Divers.

Après l'approbation de ce qui précède par les Associés, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution:

L'Associé a renoncé à son droit de recevoir une convocation préalable à la présente assemblée. L'Associé a reconnu avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et a considéré avoir été valablement convoqué et, en conséquence, a accepté de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Seconde résolution:

L'Associé déclare qu'il a connaissance du projet commun de fusion accepté par les Sociétés Fusionnantes (le "Projet Commun de Fusion").

L'Associé reconnaît avoir été informé par une lettre du conseil de gérance de la Société en date du 20 avril 2016 que le rapport d'échange de parts sociales ou actions mentionné dans le Projet Commun de Fusion a été modifié, de sorte que le rapport d'échange final de parts ou actions est de 3,125 parts sociales de la Société Absorbée pour 1 action de la Société Absorbante.

La Fusion prendra effet par l'apport de tous les éléments de l'actif, éléments de passif, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée à la Société Absorbante à condition que, nonobstant ce qui précède, les actions détenues par la Société Absorbée dans la Société Absorbante soient annulées immédiatement après leur apport à la Société Absorbante et que le capital social de la Société Absorbante soit en conséquence diminué.

Renonciations

L'Associé reconnaît que, conformément à l'article 265 (3) de la Loi, les associés ou actionnaires des Sociétés Fusionnantes ont renoncé à leur droit d'obtenir des conseil de gérance/d'administration des Sociétés Fusionnantes un rapport écrit détaillé expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le Projet Commun de Fusion, en particulier en ce qui concerne le rapport d'échange de parts sociales ou actions.

L'Associé reconnaît également que, conformément à l'article 266 (5) de la Loi, les associés ou actionnaires des Sociétés Fusionnantes renoncent à leur droit de recevoir d'experts indépendants un rapport rendant leur opinion sur le ratio d'échange et décrivant toute éventuelle difficulté qui aurait pu intervenir dans les évaluations.

Documentation rendue publique

Conformément à l'article 267 de la Loi, la documentation juridique relative à la Fusion a été mise à la disposition pour inspection des associés ou actionnaires des Sociétés Fusionnantes à leurs sièges sociaux au moins un mois avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire.

Troisième résolution:

Après approbation de ce qui précède, l'Associé décide d'approuver la Fusion, telle que décrite dans le Projet Commun de Fusion dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, à l'exception du ratio d'échange de parts sociales ou actions qui a été modifié comme cela est expliqué dans la résolution qui précède.

L'Associé décide également de mettre en oeuvre la Fusion par transfert de tous les éléments de l'actif, les éléments de passif, droits, obligations et contrats de la Société Absorbée à la Société Absorbante à condition que, nonobstant ce qui précède, les actions détenues par la Société Absorbée dans la Société Absorbante soient annulées immédiatement après leur apport à la Société Absorbante et que le capital social de la Société Absorbante soit en conséquence diminué.

La Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes à compter de la date des assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes (la "Date d'Effet"). D'un point de vue comptable, la Fusion prendra également effet à compter de la Date d'Effet.

A compter de la Date d'Effet, la Société Absorbée cessera d'exister et l'intégralité de son patrimoine sera transmise de plein droit à la Société Absorbante par l'effet d'un transfert universel de patrimoine.

Le notaire instrumentant certifie par le présent acte l'existence et la légalité de la Fusion et de tous les actes, documents et formalités qui incombent aux Sociétés Fusionnantes conformément au droit luxembourgeois.

Rien d'autre ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Pétange, au jour indiqué en tête du présent document.

Lecture ayant été faite de ce document au comparant, il a signé avec nous, notaire, l'original du présent document.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même personne comparante, et en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 mai 2016. Relation: EAC/2016/10852. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016112384/185.

(160085646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cross Ocean EUR ESS II Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 202.051.

In the year two thousand and sixteen, on the thirteenth day of May.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Cross Ocean EUR ESS Fund II L.P., registered as an exempted limited partnership under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Uglan House, KY - KY1-1104 Grand Cayman, Cayman Islands,

here represented by Mr. Alen Langella, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in George Town, Grand Cayman, on May 11, 2016.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder, representing the entire share capital of Cross Ocean EUR ESS II Holdco S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 202.051 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), incorporated pursuant to a deed of Jean-Paul Meyers, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 25 November 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 470 on 18 February 2016. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of notary Edouard Delosch, dated 12 February 2016 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 675 on 5 March 2016. The articles of association have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by six hundred twenty-five thousand (625,000) class A shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01-) each (the "Class A Shares") and six hundred twenty-five thousand (625,000) class B shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01-) each (the "Class B Shares"), up to two million Euro (EUR 2,000,000.-) through the issue of ninety-nine million three hundred seventy-five thousand (99,375,000) class A shares having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each, and ninety-nine million three hundred seventy-five thousand (99,375,000) class B shares having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each, to be fully paid up by the sole shareholder by a contribution in cash in the amount of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-).

2. Amendment of article 5.1 of the articles of association.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to increase the Company's share capital from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by two (2) classes of shares as follows:

- six hundred twenty-five thousand (625,000) class A shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each; and

- six hundred twenty-five thousand (625,000) class B shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each; up to two million euros (EUR 2,000,000.-) through the issue of one hundred and ninety-eight million seven hundred fifty thousand (198,750,000) shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each (the “New Shares”).

The New Shares issued have been subscribed as follows:

- ninety-nine million three hundred seventy-five thousand (99,375,000) class A shares having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each have been subscribed by Cross Ocean EUR ESS Fund II L.P., aforementioned, for the price of nine hundred and ninety-three thousand seven hundred fifty euros (EUR 993,750.-); and

- ninety-nine million three hundred seventy-five thousand (99,375,000) class B shares having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each have been subscribed by Cross Ocean EUR ESS Fund II L.P., aforementioned, for the price of nine hundred and ninety-three thousand seven hundred fifty Euro (EUR 993,750.-).

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash consisting of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-); so that the amount of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution have been produced to the undersigned notary.

The said proxy initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders decides to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“5.1. The Company’s share capital is set at two million Euro (EUR 2,000,000) represented by two (2) classes of shares (each a “Share Class” and in aggregate the “Share Classes”) as follows: one hundred million (100,000,000) class A shares (the “Class A Shares”) with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each and one hundred million (100,000,000) class B shares (the “Class B Shares”) with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at two thousand seven hundred Euro (EUR 2,700.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille seize, le trentième jour du mois de mai.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Cross Ocean EUR ESS Fund II L.P., enregistrée en tant qu’exempted limited partnership selon les lois des Iles Cayman, ayant son siège social à Uglan House, KY - KY1-1104 Grand Cayman, Iles Cayman,

ici représentée par M Alen Langella, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée à George Town, Grand Cayman, le 11 mai 2016.

La procuration, paraphée *ne varietur* par le mandataire de la comparante et par le notaire, reste annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d’enregistrement.

La comparante est l’associé unique, représentant l’intégralité du capital social de Cross Ocean EUR ESS II Holdco S.à r.l. (ci-après la “Société”), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 7, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.051, et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), constituée selon acte reçu par Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 25 novembre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°470 en date du 18 février 2016. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Edouard Delosch, notaire de résidence à Luxembourg en date du 12 février 2016, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 675 le 5 mars 2016. Les statuts n’ont pas été modifiés depuis lors.

La partie comparante, représentant l’intégralité du capital social, déclare avoir renoncé à toute formalité de convocation. L’assemblée générale des associés est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l’ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) représenté par six cent vingt-cinq mille (625.000) parts sociales de catégorie A ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie A») et six cent vingt-cinq mille (625.000) parts sociales de catégorie B ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie B»), jusqu'à deux millions d'euros (EUR 2.000.000.-), par l'émission de quatre-vingt-dix-neuf millions trois cent soixante-quinze mille (99.375.000) parts sociales de catégorie A, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune et quatre-vingt-dix-neuf millions trois cent soixante-quinze mille (99.375.000) parts sociales de catégorie B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, devant être intégralement payé par l'associé unique par un apport en numéraire d'un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 1.987.500.-).

2. Modification de l'article 5.1 des statuts.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des associés adopte à l'unanimité et requiert le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) représenté par deux (2) catégories de parts sociales comme suit:

- six cent vingt-cinq mille (625.000) parts sociales de catégorie A ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune; et

- six cent vingt-cinq mille (625.000) parts sociales de catégorie B ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune;

jusqu'à deux millions d'euros (EUR 2.000.000.-), par l'émission de cent quatre-vingt-dix-huit millions sept cent cinquante mille (198.750.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»).

Les Nouvelles Parts Sociales émises ont été souscrites comme suit:

- quatre-vingt-dix-neuf millions trois cent soixante-quinze mille (99.375.000) parts sociales de catégorie A, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ont été souscrites par Cross Ocean EUR ESS Fund II L.P., précitée, pour le prix de neuf cent quatre-vingt-treize mille sept cent cinquante euros (EUR 993.750.-); et

- quatre-vingt-dix-neuf millions trois cent soixante-quinze mille (99.375.000) parts sociales de catégorie B, ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ont été souscrites par Cross Ocean EUR ESS Fund II L.P., précitée, pour le prix de neuf cent quatre-vingt-treize mille sept cent cinquante euros (EUR 993.750.-).

Les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement payées par un apport en numéraire d'un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 1.987.500.-); de telle manière que le montant de un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 1.987.500.-) est maintenant à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné.

La procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des associés décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** La Société a un capital social de deux millions d'euros (EUR 2.000.000) représenté par deux (2) catégories de parts sociales (chacune une «Catégorie de Part Sociale» et ensemble les «Catégories de Parts Sociales»), comme suit: cent millions (100.000.000) de parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune et cent millions (100.000.000) de parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B») ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ deux mille sept cents euros (EUR 2.700.-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. LANGELLA, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/15849. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 23 mai 2016.

Référence de publication: 2016112362/158.

(160086480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cross Ocean EUR ESS II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 202.076.

In the year two thousand and sixteen, on the thirteenth of May.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Cross Ocean EUR ESS II Holdco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 202.051 and having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-),

here represented by Mr. Alen Langella, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on May 11, 2016.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder, representing the entire share capital of Cross Ocean EUR ESS II S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 7, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 202.076, and having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) incorporated pursuant to a deed of Jean-Paul Meyers, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 25 November 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 470 on 18 February 2016.

The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of notary Edouard Delosch, dated 12 February 2016 not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) ordinary shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01-) each, up to two million Euro (EUR 2,000,000.-) through the issue of one hundred ninety-eight million seven hundred fifty thousand (198,750,000) ordinary shares having a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each, to be fully paid up by the sole shareholder by a contribution in cash in the amount of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-).

2. Amendment of article 5.1 of the articles of association.

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting of shareholders unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of the shareholders decides to increase the Company's share capital from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000.-) ordinary shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each up to two million Euro (EUR 2,000,000.-) through the issue of one hundred and ninety-eight million seven hundred fifty thousand (198,750,000) ordinary shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each (the "New Shares").

The New Shares issued have been subscribed as follows:

- one hundred and ninety-eight million seven hundred and fifty thousand (198,750,000) ordinary shares, with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each, have been subscribed by Cross Ocean EUR ESS II Holdco S.à r.l., aforementioned, for the price of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-).

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash consisting of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-); so that the amount of one million nine hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 1,987,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Proof of the existence and the value of the above-mentioned contribution have been produced to the undersigned notary.

The said proxy initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the general meeting of shareholders decides to amend article 5.1 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **5.1.** The Company’s share capital is set at two million Euro (EUR 2,000,000) represented by two hundred million (200,000,000) ordinary shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at two thousand seven hundred Euro (EUR 2,700.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille seize, le treizième jour du mois de mai.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Cross Ocean EUR ESS II Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 7, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.051 et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-),

ici représentée par M. Alen Langella, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée à Luxembourg, le 11 mai 2016.

La procuration, paraphée *ne varietur* par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d’enregistrement.

La comparante est l’associé unique représentant l’intégralité du capital social de Cross Ocean EUR ESS II S.à r.l. (ci-après la “Société”), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 7, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.076, et ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) constituée selon acte reçu par Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 25 novembre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°470 en date du 18 février 2016.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Luxembourg en date du 12 février 2016, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts n’ont pas été modifiés depuis lors.

La partie comparante représentant l’intégralité du capital social déclare avoir renoncé à toute formalité de convocation. L’assemblée générale des associés est ainsi régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l’ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000,-) parts sociales ordinaires d’une valeur nominale d’un centime d’euro (EUR 0,01) chacune, jusqu’à deux millions d’euros (EUR 2.000.000,-), par l’émission de cent quatre-vingt-dix-huit millions sept cent cinquante mille (198.750.000) parts sociales d’une valeur nominale d’un centime d’euro (EUR 0,01) chacune, devant être entièrement libérées par l’associé unique par un apport en numéraire d’un montant d’un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 1.987.500.-).

2. Modification de l’article 5.1 des statuts.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'assemblée générale des associés adopte à l'unanimité, et requiert le notaire instrumentant d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés décide d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, jusqu'à celui de deux millions d'euros (EUR 2.000.000,-), par l'émission de cent quatre-vingt-dix-huit millions sept cent cinquante mille (198.750.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (ci-après les «Nouvelles Parts Sociales»).

Les Nouvelles Parts Sociales ont été souscrites comme suit:

- cent quatre-vingt-dix-huit millions sept cent cinquante mille (198.750.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ont été souscrites par Cross Ocean EUR ESS II Holdco S.à r.l., précitée, pour le prix d'un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 1.987.500,-).

Les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement payées par un apport en numéraire d'un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent euros (EUR 1.987.500,-) de telle manière que le montant de d'un million neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cent euros (EUR 1.987.500,-) est maintenant à la disposition de la Société ainsi qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport a été produite au notaire soussigné.

La procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des associés décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.1.** La Société a un capital social de deux millions d'euros (EUR 2.000.000,-) représenté par deux cent millions (200.000.000) de parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ deux mille sept cents euros (EUR 2.700,-).

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. LANGELLA, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 17 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/15848. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 23 mai 2016.

Référence de publication: 2016112363/143.

(160086460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

3 Si Re Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 19, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 165.160.

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société du 25 avril 2016, que l'Actionnaire Unique a décidé:

- De renouveler le mandat du commissaire aux comptes Alter Audit, établi et ayant son siège social au 2 place de Strasbourg L-2560 Luxembourg, inscrit au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B 110 675. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes 2016.

- De renouveler le mandat des administrateurs suivants:

* Monsieur Stéphane Broussaud, Administrateur de Classe B, né le 12/10/1976 à Paris (France), demeurant professionnellement au 19 Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de 2021.

* Madame Aude Szttemberg, Administrateur de Classe B, née le 31/07/1978 à Nancy (France), demeurant professionnellement au 19 Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg. Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de 2021.

* Monsieur Eric Platiau, Administrateur de Classe A, né le 15/07/1965 à Blendecques (France), demeurant professionnellement au 243-245 rue Jean Jaurès, F- 59650 Villeneuve d'Ascq (France). Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de 2021.

* Monsieur Stéphane Champetier, Administrateur de Classe A, né le 9/12/1958 à Brive la Gaillarde (France), demeurant professionnellement au 243-245 rue Jean Jaurès, F- 59650 Villeneuve d'Ascq (France). Le mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de 2021

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016109837/28.

(160082134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

TNN Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon Ier.

R.C.S. Luxembourg B 68.364.

L'an deux mille seize, le douze avril.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «TNN Capital S.A.», ayant son siège social à L-2210 Luxembourg, 38 boulevard Napoléon 1^{er}, constituée sous la dénomination de "FIDA TRUST & MANAGEMENT S.A." en date du 22 janvier 1999 suivant acte dressé par-devant Maître Alphonse LENTZ, alors notaire de résidence à Remich, publié au Mémorial C, Recueil des sociétés et Associations n° 293 du 27 avril 1999, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 9 juin 2015, publié au Mémorial C, Recueil des sociétés et Associations n°2061 du 13 août 2015.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Paul Tori, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui assume également la fonction de scrutateur.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Toutes les actions sont nominatives.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III.- Il apparaît sur cette liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification de l'article 2 des statuts qui aura la teneur suivante:

«La société a pour objet l'activité de «Family Office» au sens de l'article 28-6 de la loi modifiée du 5 avril 1993 sur le secteur financier et au sens de la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office.

La société pourra en outre réaliser toutes opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.»

2. Démission de Monsieur Michel Marcel Vareika de son mandat d'administrateur et décharge.

3. Nomination d'un nouvel administrateur.

4. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

103872

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet l'activité de «Family Office» au sens de l'article 28-6 de la loi modifiée du 5 avril 1993 sur le secteur financier et au sens de la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office.»

La société pourra en outre réaliser toutes opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Michel Marcel Vareika de son mandat d'administrateur et lui accorde pleine et entière décharge en ce qui concerne l'exercice de ses fonctions jusqu'à ce jour.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer un nouvel administrateur, sous réserve de l'autorisation préalable de la Commission de Surveillance du Secteur Financier:

Monsieur Alain LE JEUNE, né à Wilrijk (Belgique), le 19 mai 1959, demeurant à 6B, Drève des Tumuli, B-1170 Bruxelles.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2017.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P. TORI, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 14 avril 2016. Relation: 1LAC/2016/12222. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 mai 2016.

Référence de publication: 2016108259/66.

(160080247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2016.

Varenes Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 103.045.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Extrait

Par jugement rendu en date du 12 mai 2016, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a en vertu de l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société:

- VARENES INVESTISSEMENT SA, avec siège social L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri, de fait inconnue à cette adresse

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Laurent LUCAS, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Cécilia COUSQUER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, et ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au greffe du Tribunal de commerce de et à Luxembourg avant le 2 juin 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Me Cécilia COUSQUER

Le liquidateur

Référence de publication: 2016109808/22.

(160080966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.